l'Organe

tous dons acceptés

ISSN 1916-4947 Université Concordia • mensuel • volume 7 • numéro 2 • décembre 2009 www.lorgane.org

L'argent

4 - Pour sortir de la crise : arrêter la croissance ?

6 - Les Québécois et l'argent : Je t'aime, moi non plus

8 - Comment dire non aux enveloppes brunes

10 - Mafia et Montréal : une romance à l'italienne

12 - Faire son cinéma... à quel prix ?

14 - Films et musique

16 - Revue littéraire

DIRECTION GÉNÉRALE

Directrice générale
Gabrielle Lefort

Directrice des communications
Andreia Furtado

Assistante aux communications
Lelissa Savic

Webmestre
Pier-Luc Long

GRAPHISME

Directeur artistique
William Leung

Éditrice photo
Cynthia Jabre

Illustration
Yulia Manyakina
Myriam Descormiers

Mise en page
Gabrielle Lefort

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Julien Faille-Lefrançois

Chef de pupitre culturel
Harold Beaulieu

Chef de pupitre politique
Imen Lajmi

Chef de pupitre société
Florence Savard

Chroniqueuse
Panagiota Arhoutou

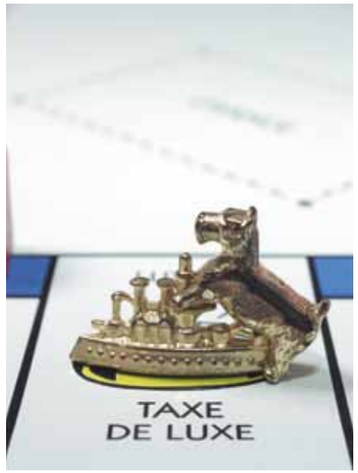
COLLABORATEURS

Sophie Ginoux
Virginie Karagirwa

L'Organe
2150 Bishop, suite K-240
Montréal, Qc
H3G 1M8

ISSN 1916-4947

Imprimé à Montréal par Hebdo Litho



COUVERTURE

Photo : Cynthia Jabre et Gabrielle Lefort

Aux frais de la princesse !

Gabrielle Lefort
dg@lorgane.org

Le pognon, les bidous, le foin, le fric, le flouze, le blé, les ronds qu'on a pas, les radis, l'avoine, les pépètes, la thune, la mitraille. La langue française aime l'argent. En fait, la langue française aime tellement l'argent qu'elle y dédie une foule d'expressions. Qu'on se roule dedans ou qu'on le flambe, qu'on le jette par les fenêtres ou qu'on le cache dans nos chaussettes, il ne pousse toujours pas dans les arbres. On le gagne à la sueur de notre front mais dès qu'on en a, il fond comme neige au soleil. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, mais on aime bien en mettre dans ses épinards. On le claque, on le croque, on le brasse, on le divertit, on le lave, on le mise. Cet argent, il est comptant, ou content, liquide, monnayé, sale, blanchi, productif, roi, fou, mal employé. Lisez plus vite, car le temps, c'est de l'argent.

Il y a ceux qui comptent leurs petits sous, et ceux qui échangent quatre trente sous pour une piastre. Qu'on le gaspille ou qu'on le grappille, qu'on le fasse travailler ou qu'on le fasse fructifier, qu'il nous brûle les doigts ou qu'il nous coule entre les doigts, l'argent est une bête que l'on chasse à toutes les étapes de notre vie. À cinq ans, on l'utilise pour acheter des caramels, et à 15 ans pour se payer une place au cinéma. On pense salaire, augmentation, bonus, congés payés, et puis, un jour, on commence à penser à notre RÉER et notre régime de rentes.

Vraiment, l'argent nous mène par le bout du nez – même s'il n'a pas d'odeur. L'argent ne fait pas le bonheur, mais il y contribue. Quinze millions, ça change pas le monde, sauf que…

Sauf que, l'argent amène avec lui un champ lexical de termes plus déprimants les uns que les autres. Quand on y pense, l'argent est une des seules choses qui peut brouiller la logique humaine. Il n'y a qu'à suivre l'actualité pour se rendre compte que l'argent y occupe une place phénoménale : récession, fraudes, meurtres, vols à main armée, crime organisé. L'argent, au lieu de faire disparaître les maux de l'humanité, en crée encore plus : surconsommation, magasinage compulsif, culte du luxe. Notre siècle a inventé le besoin maladif de tout avoir, tout de suite, tout le temps, et c'est les générations à venir qui paieront la facture.

À vos carnets de chèques, alors ! ●

Pour sortir de la crise : arrêter la croissance ?

Virginie Karagirwa
virginkara@yahoo.fr

La crise financière et la récession ont déclenché beaucoup de questions sur le système économique dans lequel nous vivons. Faut-il dépenser moins ou au contraire plus pour ainsi stimuler l'économie? Ou encore, doit-on changer notre mode de vie afin d'amenuiser les effets de la récession?

Ces doutes ont placé sur le devant de la scène la «simplicité volontaire», un mouvement qui dénonce l'économie comme un système de surconsommation et appelle à la revalorisation des choses simples et essentielles de la vie plutôt que matérielles.

La simplicité volontaire rejette la théorie que l'homme est doté d'un besoin insatiable de vouloir toujours plus, et prône qu'en plaçant une limite à ses besoins existentiels, l'être humain n'éprouvera plus le désir de dépenser ou de consommer plus.

Le Réseau Québécois pour la Simplicité Volontaire, un organisme à but non lucratif fondé en 2000, représente ce mode de vie. Son président, Louis Chauvin définit la simplicité volontaire comme un «style de vie matériel et intérieur plus simple». Le RQSV s'évertue à transmettre ce message aux gens afin de les alerter sur l'impact que la surconsommation peut avoir sur leur style de vie.

Selon Chauvin, il n'y pas qu'une façon de vivre la simplicité volontaire, «ce qui est important c'est la prise de conscience que quelqu'un peut avoir dès le moment où il commence à y réfléchir et à faire des petits changements dans son quotidien». Il explique que cette prise de conscience se fait en deux étapes. La première étant de se poser la question : «est-ce-que j'en ai vraiment besoin?» et la seconde : «quel besoin je comble? Est-ce un besoin matériel ou psychologique?».

La simplicité volontaire se pratique de façon libre. Ainsi Monsieur X peut décider de suivre la simplicité volontaire en réduisant ses dépenses vestimentaires alors que Monsieur Y lui, vendra sa voiture. Nul n'est obligé de suivre une ligne directrice. Pour Chauvin, le plus important est que les gens se rendent compte que le manque ne peut être comblé par le superflu.

Chauvin estime qu'au moins 80% des dépenses faites par les gens sont le résultat de pulsions consommatrices. Il souligne que ces pulsions sont alimentées par le système de surconsommation de notre société. «La publicité dépense au delà de 700 milliard de dollars par année pour nous encourager à toujours acheter plus», ajoute-t-il.

Le système économique est un des points majeurs sur lequel la simplicité volontaire désire des changements. «La planète n'est plus capable de subvenir à ce mécanisme consommateur», explique Chauvin. Le RQSV réfute même l'idée qu'il faut consommer pour faire avancer l'économie. Il souligne que c'est une idée reçue qui pose grand problème car le système économique dans lequel nous vivons est basé sur la croissance économique alors que l'économie est un système à ressources limitées.

«Si on a une croissance économique égale à zéro et une croissance démographique supérieure à zéro, c'est la catastrophe, car la population augmente alors que l'économie stagne»

Croissance zéro : un nouvel idéal ?

Le RQSV propose plusieurs solutions pour contrer les problèmes économiques. Il soutient l'idée de la croissance zéro défendue notamment par l'américain Herman Daly, ancien économiste au département environnemental de la Banque Mondiale. Cette méthode permettrait à la croissance économique de rester stationnaire empêchant de même le PIB d'augmenter et ainsi créer un équilibre économique.

Le Club de Rome, une association internationale basée sur l'étude de l'activité de l'humanité, met en avant quant à lui l'idée de décroissance économique. Cette idée se base sur une redistribution des richesses où les pays du Sud continueraient

leur croissance mais ceux du Nord, afin d'équilibrer l'économie, arrêteraient leur croissance sur une période indéterminée.

Cependant, Yves St-Maurice, directeur et économiste en chef adjoint de la Caisse Desjardins, pense au contraire que l'économie a besoin de produire pour avancer. «Pour garder le même niveau de vie, la société a besoin que l'économie soit toujours en croissance. Comment faites-vous pour augmenter votre niveau de vie avec une croissance zéro?» Bien que ce dernier admette que la croissance zéro est un système valable, il souligne que notre économie, elle, doit suivre une démographie croissante car plus la population augmente, plus l'économie doit produire.

Luc-Normand Tellier, professeur au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, appuie ce point. «Si on a une croissance économique égale à zéro et une croissance démographique supérieure à zéro, c'est la catastrophe, car la population augmente alors que l'économie stagne». Il ajoute d'ailleurs que la base du problème est la croissance démographique et non la croissance économique.

St-Maurice quant à lui est catégorique, la société d'aujourd'hui ne peut alterner son système, l'économie doit croître. Il préconise donc au RQSV de se concentrer d'avantage sur le choix de consommation plutôt que le système économique.

Retour au troc

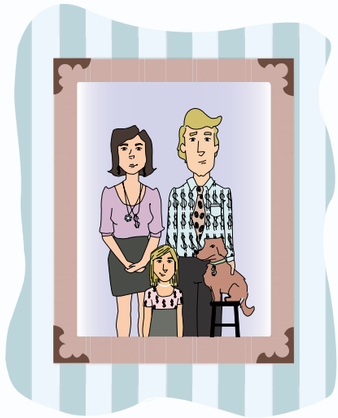
Sur une échelle plus petite, le RQSV propose d'autres moyens de contourner le système de surconsommation. La simplicité volontaire refuse d'attribuer une grande importance à l'argent et préfère valoriser les relations sociales. Par conséquent, le RQSV propose d'autres moyens d'échange où l'argent n'est pas nécessaire. Le Système d'échange local (SEL) ou le Jardin d'échange universel (JEU) sont des programmes où les individus s'échangent des services sans avoir recours à de l'argent. Le tout est généralement régulé par un arbitre qui s'assure que chaque personne ayant reçu un service, en donne un à son tour et vice versa. Ceci d'après Chauvin, encourage la dématérialisation de l'économie.

En favorisant l'échange, la simplicité volontaire souhaite faire passer en premier les petites choses de la vie, telles que les relations humaines plutôt que les choses matérielles de la société. Le RQSV considère la simplicité volontaire comme la décision personnelle d'un individu et n'impose en aucun cas des règles sur la façon de pratiquer la simplicité volontaire.

Cependant, dans une société plutôt tournée vers la consommation, la simplicité volontaire semble être un but difficile à atteindre. Le RQSV, qui compte une centaine d'adhérents, n'a pas augmenté le nombre de ses membres, même après que la récession ait frappé l'économie. Selon Chauvin cela s'explique par le fait que le RQSV n'était pas assez crédible au début de sa création et n'attirait pas beaucoup de personnes. Il pense cependant que d'ici un an ou deux il y aura davantage de membres. Chauvin reste optimiste quant au futur de la simplicité volontaire. «La simplicité est inévitable», dit-il, «reste à savoir si elle sera volontaire ou non». ●

Illustration : Yulia Manyakina | infographisme@lorgane.org

Les Québécois et l'argent:
Je t'aime, moi non plus



Florence Savard
societe@lorgane.org

Les Québécois ne semblent pas être conscients du rôle que doit tenir l'argent dans leur vie. Il est fréquent d'entendre, auprès des conseillers financiers, que les générations d'aujourd'hui ne savent pas comment bien gérer un portefeuille.

Avec la suppression de plusieurs supports gouvernementaux relatifs à la retraite, les gens devront de plus en plus se discipliner pour arriver à mettre suffisamment d'argent de côté pour leur retraite. Malheureusement, trop peu d'entre eux s'y attèlent assez tôt.

Un lourd passé

Ce n'est pas d'hier. Le peuple québécois a toujours été aux prises avec des difficultés financières. Au XVIIe siècle, les premiers colons n'ont pas eu la chance de gérer leur argent puisqu'ils n'en avaient pratiquement pas. Ils débarquèrent en Nouvelle-France sans possession et durent tout construire de leurs mains à leur arrivée. Outre quelques outils, toutes les ressources étaient trouvées sur place. Vivant sous un régime seigneurial, le pouvoir politique ne se trouvait jamais entre les mains du petit peuple, pas plus que le pouvoir économique. Les Canadiens français, pour la plupart des agriculteurs et des ouvriers, continueront de vivre dans la pauvreté et l'exploitation durant le siècle suivant. Il faudra attendre l'ouverture de la première coopérative Desjardins en 1900 pour voir le pouvoir passer un peu plus entre les mains des Canadiens français.

Dans un dossier sur «le choc des générations», sorti en janvier 2008, le Journal de Montréal dresse un portrait des générations ayant marqué le Québec au cours du dernier siècle. La génération silencieuse, celle qui voit le jour après la Première Guerre Mondiale, demeure bien fidèle à son nom. Elle se soumet au pouvoir politique de Duplessis et à la religion catholique. C'est une population aux valeurs conservatrices qui travaille durement et qui en est fière. Très économes et prudents financièrement, les gens de cette génération emmagasinent tout ce qu'ils peuvent pour l'avenir. Malheureusement, les années de guerre sont difficiles et la plupart d'entre eux s'épuisent et meurent avant de profiter de leurs placements. L'argent ira en héritage à leurs enfants. Ceux-cis bénéficient non seulement d'un legs généreux, mais aussi de conditions économiques favorables et d'une création d'emploi florissante qui leur assure un avenir prospère. Ce sont les baby-boomers.

S'en suivent les générations activent sur le marché du travail aujourd'hui, soit les générations X et Y. La première est caractérisée par une pénurie d'emploi qui fait en sorte qu'elle cherche à compenser un salaire souvent décevant avec un emploi stimulant et des défis. Cette génération vise une gratification immédiate et se méfient de l'autorité. La génération Y, elle, s'individualise et grandit dans une société matérialiste. Elle consomme plus qu'elle ne gagne et cherche le plaisir à travers le travail. Elle tend vers une satisfaction instantanée.

Selon Philippe McGale, conseiller en placement à la financière Banque Nationale, à travers toute cette histoire, la population québécoise à connu deux extrêmes : une génération qui a mis tout son argent de côté pour l'avenir, mais qui est décédée avant de pouvoir en profiter, et une génération qui achète et paye plus tard sans placer d'argent pour l'avenir. L'idéal, selon McGale serait de parvenir à un équilibre entre les deux. C'est-à-dire penser à long terme, donc d'épargner sans trop se priver.

Où en sommes-nous?

Sauf lors de crises, comme des grandes histoires de fraudes ou une récession économique, la population québécoise d'aujourd'hui ne s'inquiète pas trop de ses placements. «Les québécois les plus inquiets sont parfois ceux qui n'ont pratiquement pas de dette comparés à la masse. Les gens endettés ou qui arrivent serrés dans leur budget sont habitués de vivre ainsi et cela devient un mode de vie, ils sont moins préoccupés», affirme Miguel Laflamme, conseiller en finances personnelles chez Desjardins.

Le problème, de nos jours, c'est que la société est grandement encouragée à consommer et qu'elle offre les moyens de dépenser l'argent qu'elle n'a pas encore gagné avec le crédit. De plus, autant Laflamme que McGale conviennent que le peuple québécois est un peuple envieux. Il veut posséder tout ce que son voisin acquiert. Par conséquent, la surconsommation est devenue un mode de vie au Québec. Alain Samson, dans son livre La simplicité involontaire, nous donne dix ingrédients qui, selon lui, font que la situation financière des québécois empire. Il dénonce entre autres, le sentiment de sécurité, le manque d'altruisme, la fausse démocratie, le matérialisme et la victimisation de la population québécoise.

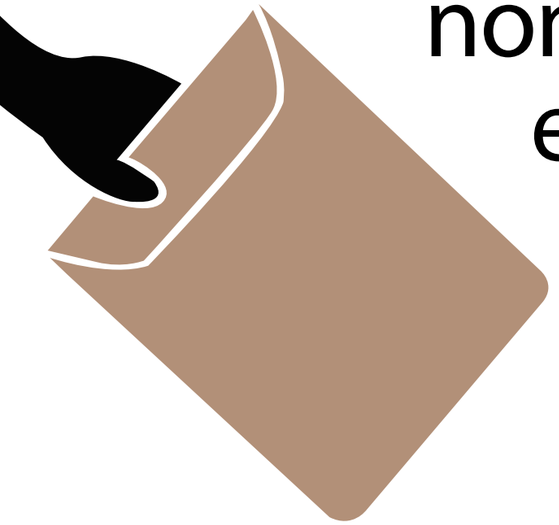
Alain Dubuc, auteur du livre Éloge de la richesse, est plus optimiste. Il croit que les Québécois sont pleins de moyens et d'ambitions. Il suffirait de mettre le passé de côté, d'adopter une attitude plus positive et de ne pas craindre la réussite. «Le Québec est une société foncièrement riche par ses progrès, par ses ressources, par le talent de ses gens, par ses succès remarquables, tant dans le domaine social qu'en économie et en culture.» Selon lui, nous méritons la richesse, mais il faut retravailler nos valeurs et nos priorités.

La société doit-elle commencer à s'inquiéter de son avenir? La réponse tend vers l'affirmative, selon Miguel Laflamme. Le Québécois devrait épargner plus tôt pour sa retraite, car la population étant vieillissante, le gouvernement coupe de plus en plus dans les fonds de pension. Pour encourager la planification de la retraite, à partir de cette année, le gouvernement permet à la population de placer un montant exempt d'impôt à l'intérieur du compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Philippe McGale voit cette mesure d'un bon oeil. De plus, tout membre d'une insistution bancaire a facilement accès au services d'un conseiller financier dont le rôle est de combler le manque de connaissances en la matière.

Peut-être serait-il temps de penser à inculquer plus jeune, l'épargne, chez nos enfants. Comme le dit Miguel Laflamme, «Tout le monde rêve de réussir, mais je crois que le meilleur moyen d'y arriver est d'unir nos forces, de bien s'entourer et d'innover». ●

Illustrations : Myriam Descormiers | myriam.descormiers@gmail.com

Comment dire non aux enveloppes brunes



Les partis politiques sont munis de machines électorales qui exigent beaucoup d'un certain carburant : l'argent. Que les billets proviennent d'enveloppes brunes ou d'entreprises déguisées en donateurs, tout à l'air d'y passer pour étancher la soif des bêtes politiques. Et quand l'argent sale circule, les politiciens oublient parfois leur sens éthique au vestiaire.

Julien Faille-Lefrançois
redaction@lorgane.org

Pour éviter de corrompre la démocratie, la plupart reconnaissent qu'il faut assainir le système de financement des partis. Toutefois, les points de vue divergent sur les changements à opérer.

L'éventail des options est plutôt limité. Ceux qui militent pour des réformes demandent souvent un encadrement plus strict du financement populaire actuel. D'autres vont cependant plus loin, revendiquant l'abolition pure et simple de toutes sources de financement privé. Ces derniers tablent sur les deniers de l'État pour subvenir aux besoins des formations politiques.

La campagne électorale qui vient de prendre fin à Montréal a été le théâtre de nombreuses révélations-chocs. Benoît Labonté, l'ancien numéro deux de l'opposition officielle à l'hôtel de ville, a lancé un bon nombre de ces bombes médiatiques. Après avoir été forcé de démissionner pour avoir fréquenté des individus controversés, Labonté a accordé une entrevue où il a dénoncé un système de financement corrompu, hypocrite, et, surtout, généralisé. Depuis, la question du financement revient sans cesse dans les médias, mais trouve moins d'écho dans l'arène politique.

Pour Jean-François Mayer, expert en institutions démocratiques et professeur au département des sciences politiques de l'Université Concordia, les allégations de Labonté ne sont pas dénuées de fondement, notamment en ce qui concerne le financement d'entreprises détourné par l'utilisation de prête-noms. «Il a été clairement démontré que les patrons d'entreprises demandent à leurs employés de confiance de faire un don aux partis, pour ensuite les rembourser».

«Le système actuel comporte des «brèches» qui se doivent d'être colmatées, prévient Conacher. Présentement, «les donateurs n'ont pas à révéler l'identité de leur employeur ou de leurs autres affiliations, et c'est un problème majeur».»

Duff Conacher est coordonnateur pour l'organisme pancanadien Democracy Watch, qui se veut un chien de garde de la démocratie vis-à-vis du gouvernement. L'organisme pour lequel il œuvre fait pression pour que soient adoptées de nouvelles mesures qui bannissent le financement d'entreprise. Le système actuel comporte des «brèches» qui se doivent d'être colmatées, prévient Conacher. Présentement, «les donateurs n'ont pas à révéler l'identité de leur employeur ou de leurs autres affiliations, et c'est un problème majeur», cite-t-il en exemple.

L'organisme Democracy Watch demande aussi à ce que soient resserrées les règles encadrant le bénévolat durant les campagnes électorales. Puisque la loi n'oblige pas à déclarer le bénévolat, il serait possible pour l'employé d'une entreprise de participer en tant que bénévole à une campagne électorale, tout en continuant de percevoir son salaire. Les entreprises utilisent-elles cette stratégie pour contourner la loi? «C'est impossible de le vérifier», avertit Conacher, qui réclame que les partis politiques révèlent devant la loi le travail des bénévoles.

La mise en place du financement populaire était «une politique bien fondée» selon Jean-François Mayer, mais celui-ci ajoute qu'il est «extrêmement difficile» de prévenir les fraudes qu'il occasionne. L'expert croit que le financement publique est «hautement préférable» d'un point de vue démocratique. «C'est très clair que c'est un élément de stabilisation et de renforcement de la démocratie».

L'État compte déjà pour une portion du financement des partis. L'argent est accordé en fonction du nombre de votes que reçoit chaque formation. «Le financement étatique, ça coûte de l'argent à tout le monde», souligne néanmoins Mayer, prévenant que cela pourrait obliger l'instauration d'un «impôt spécial», ou d'un autre type de taxe. «Il faut voir c'est quoi le coût monétaire par rapport au coût démocratique».

L'abolition du financement privé ferait son lot de perdants et de gagnants. Au provincial, «le Parti Québécois aurait avantage à mettre de l'avant le financement publique», affirme Mayer, alors que «le Parti libéral est plus un parti de business» (même s'il indique que la différence entre les deux partis n'est plus celle qu'elle était traditionnellement).

Au fédéral, le parti conservateur bénéficierait au contraire à abolir le financement publique, et c'est d'ailleurs ce qu'il a tenté de faire après sa dernière réélection, avant d'être forcé de reculer par une opposition unifiée. «Le Parti Conservateur recevrait plus de ressources à travers le financement privé» que les partis d'opposition, explique le politologue.

Malgré les inconvénients qu'on reproche au système actuel, Duff Conacher croit qu'un système mixte comme on a aujourd'hui, qui combine financement publique et financement populaire, demeure la meilleure option. «C'est préférable, et plus démocratique», avance-t-il. «Il faut une base de financement par l'État et permettre aussi les petits dons.» Les fonds publics viennent donner du souffle aux petits partis, mais il est important de ne couvrir «que le financement de base».

Le coordonnateur de Democracy Watch fait même la proposition de réduire le financement publique au niveau fédéral, car il le juge trop élevé. Plutôt que de recevoir 1,95$ par vote comme c'est le cas pour le moment, les partis politiques devraient recevoir 0.90$ selon lui. Pourquoi cela? «Les partis seront obligés de continuer de rencontrer les électeurs sur le terrain pour prospérer financièrement». Suivant cette logique, le financement populaire servirait donc de moyen pour que les partis ne perdent pas contact avec leurs électeurs.

Comment faire disparaître les enveloppes brunes des administrations publiques? La question est lancée. Une chose est sûre, et les experts en conviennent, c'est qu'il faudra plus que des réformettes, et bien plus qu'un coup de balai. ●

Illustrations : Myriam Descormiers | myriam.descormiers@gmail.com

Mafia et Montréal : une romance à l'italienne

La mafia italienne de Montréal est l'organisation criminelle la plus crainte, mais aussi la plus respectée, selon plusieurs spécialistes du crime organisé. Elle se fait discrète et travaille en silence, d'où sa force. Plus instruite et organisée, moins farouche et rustre que les motards, la mafia italienne de Montréal possède la crédibilité, l'argent et les contacts.

Imen Lajmi
politique@lorgane.org

Des enveloppes laissées au coin des tables d'un restaurant italien au séjour d'éminents politiciens sur un luxueux yacht, des individus controversés tireraient les ficelles derrière certains administrateurs publiques.

La mafia italienne de Montréal est l'organisation criminelle la plus crainte, mais aussi la plus respectée, selon plusieurs spécialistes du crime organisé. Elle se fait discrète et travaille en silence, d'où sa force. Plus instruite et organisée, moins farouche et rustre que les motards, la mafia italienne de Montréal possède la crédibilité, l'argent et les contacts.

Antonio Nicaso, un Italien établi à Toronto, est auteur de plusieurs livres sur la Mafia et les réseaux criminels. Il affirme que «la pègre Italienne est définitivement présente à Montréal mais elle n'est pas seulement une organisation criminelle. Elle accueille plusieurs branches, nourrit divers intérêts. Elle est notamment orientée vers les affaires».

Le gouvernement canadien serait-il à un degré ou à un autre mêlé à ses agissements? «Je ne peux pas vraiment affirmer avec justesse si [des liens] existent ou pas. Toutefois, je sais que ces réseaux mafieux possèdent de très fortes connections à la fois politiques et financières.»

Le crime organisé derrière les politiciens

Des rumeurs, des plaintes, autrefois inaudibles commencent à être entendues. Ce que les gens disaient tout bas, à l'abri dans leur salon, est maintenant scander haut et fort. Les médias s'emportent, un véritable chaos politique est généré. S'il est vrai que l'argent est le nerf de la guerre, tout porte à croire qu'il est naturellement aussi le nerf des partis politiques. L'ancien politicien, reconverti en journaliste, Mario Dumont a affirmé: «Tous les gens qui sont dans cet environnement : Accurso, les firmes d'ingénieurs, les firmes d'instruction, tous les politiciens les connaissent. C'est eux qui construisent le Québec.» Les partis politiques n'auraient pas le choix d'accepter ces contributions s'ils veulent être sûrs de remplir leurs caisses électorales.

Nizar Bouzacoura, un serveur au restaurant italien Nappolie, confirmerait l'idée que Montréal se transforme peu à peu en immense terrain de jeu pour la mafia. En effet, tout porte à croire que de fréquents échanges d'intérêts ont lieu dans les coulisses du restaurant. Un homme passe, laisse une enveloppe scellée derrière le comptoir. Un autre arrive, la ramasse, l'air de rien, et repart.

«Il est vrai que dans toutes les bureaucraties, au sein de tous les gouvernements, en dépit des efforts de transparence financière, il va toujours y avoir des bavures économiques.»

La mafia sort le coffre à outils

Tony Accurso, une figure de proue de la construction au Québec, est un entrepreneur controversé qui a souvent été soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia. Ce dernier est en effet décrit comme un leader de l'industrie de la construction. Simard Beaudry, Constructions Louisbourg, Gastier, Hypreso et les Galeries Laval ne sont que quelques exemples de l'empire qu'il est parvenu à construire au cours des années. Un fonctionnaire qui désire préserver l'anonymat a avancé, lorsque interrogé par l'Organe, que pas moins de 80% des contrats attribués dans le secteur de la construction routière à Montréal sont contrôlés par la mafia. Un chiffre qui donne le vertige. «La mafia aurait le contrôle sur les dépenses en infrastructures». Ainsi se titrait d'ailleurs un récent éditorial de Sidhartha Banerjee, paru dans La Presse. Lorsqu'on essaye de rejoindre Accurso par téléphone, on tombe irrémédiablement sur sa messagerie vocale. Un homme puissant mais aussi discret.

Cet homme efficace, généreux avec les politiciens, qui tient à préserver sa vie privé, semble s'appliquer à la laisser loin des médias. Il est décrit comme un adepte du luxe qui ne le cache point. La controverse venant du fait que son yacht privé ait accueillit quelques hommes politiques en a poussé plusieurs à réflexion.

Benoît Labonté en a récemment fait les frais, lorsque des enquêtes officielles pour le moins comminatoires, l'ont lié à toutes sortes de magouilles à la mairie. En outre l'intégrité du maire a été remise en question, après que les affaires de son administration aient été plongées dans l'eau chaude. Des compagnies de constructions aux firmes d'avocats, en passant par les entreprises d'ingénieurs, tout semble bon pour contribuer efficacement à la victoire d'un candidat.

Conspiration : Accusation trop hâtive?

Lorsque questionné sur la proximité du gouvernement avec la mafia, Evan Sheres, le président de l'association des étudiants en science politique de Concordia, a répondu: «Je ne crois pas qu'il y ait une conspiration ou n'importe quoi de ce genre au sein du gouvernement canadien, contrairement à ce que les gens pourraient croire. Par contre, il est vrai que dans toutes les bureaucraties, au sein de tous les gouvernements, en dépit des efforts de transparence financière, il va toujours y avoir des bavures économiques. Mais encore une fois, ça ne veut pas nécessairement dire que le gouvernement canadien complote avec la mafia.»

Heureusement, à tous problèmes, même les plus délicats d'entre eux, il y a solutions. A défaut de seulement critiquer, plusieurs idées ont été avancées pour offrir aux décideurs politiques des solutions pour contrer la corruption, à savoir, une différente attribution des contrats municipaux, l'abolition des partis municipaux, le suivi des donateurs financiers, et l'ouverture d'une enquête publique. ●

Illustration : Yulia Manyakina | infographisme@lorgane.org

Faire son cinéma... à quel prix ?

Harold Beaulieu
culturel@lorgane.org

Érik Canuel, le réalisateur des films *Cadavres* et *Bon cop, Bad cop*, a passé plus de deux ans sur le long-métrage *Piché: Entre ciel et terre*.

Le film allait porter sur le spectaculaire atterrissage, en 2001, du commandant Piché sur la piste de la base de Lajes, aux Açores. Il sauva ainsi, au terme de vingt minutes de planage sans moteur, la vie de 304 personnes.

Canuel a quitté le projet, invoquant le budget, à ses yeux insuffisants. Alors qu'il exigeait neuf à dix millions de dollars, il n'en reçu que sept. Le désistement de Canuel soulève son lot d'interrogations au sujet du financement du cinéma québécois.

Il faut savoir que deux instances gouvernementales, la Société de Développement des Entreprises Culturelles (SODEC) et Téléfilm Canada, sont les sources principales responsables du financement des projets cinématographiques québécois. La première est issue du palier provincial tandis que la seconde répond du gouvernement fédéral.

Les producteurs sont appelés à déposer leurs scénarios aux différentes instituts où un comité spécialisé assure une sélection des projets qui se verront octroyer une aide gouvernementale. Pour choisir les films, les deux instances se consultent afin de créer une diversité dans les productions qui seront réalisées.

Les activités sont divisées en deux volets, régulier et indépendant, selon l'envergure financière du projet. Pour la SODEC, les projets déposés au régulier sont ceux qui dépassent les 3,5 millions de dollars tandis que ceux à l'indépendant ne doivent pas représenter plus de 1,5 million.

Malgré un nombre important de scénarios déposés, le budget total des deux instances n'est assez suffisant que pour financer un très petit nombre de films. Par exemple, leur dernier rapport annuel révèle que la SODEC a opéré avec un budget total un peu plus élevé que 10 millions de dollars, tandis que Téléfilm Canada pouvait compter sur un montant oscillant autour de 60 million pour l'ensemble du pays. Compte tenu du fait que le budget moyen d'une production québécoise tourne autour de cinq millions, la sélection finale se doit donc d'être minutieusement effectuée.

Avec le succès du film *Les Boys* réalisé en 1997, le cinéma québécois s'est orienté progressivement vers un cinéma plus commercial. Petit à petit, les productions d'ici ont conquis les écrans depuis toujours contrôlées par les mégas productions américaines. Résultat : le cinéma québécois, jusque là dominé par un esprit volontairement intellectuel, s'est vu remanier à la saveur populaire.

La productrice Denise Robert, une des plus importantes au Québec, résumait sur les ondes de Télé-Québec la signification actuelle du box-office québécois : «Il est nécessaire, lorsque tu investis dans un film, qu'il rapporte pour être capable d'avoir un peu plus d'argent pour faire un prochain film.»

Pour encourager ce succès commercial des films, Téléfilm Canada a élaboré un système récompensant les recettes aux guichets : «l'enveloppe de performance». Selon un calcul savant dont eux seuls possèdent le secret, un montant est alloué aux producteurs des films qui ont connu les meilleurs succès en salles. Le principe valorise la démarche commerciale des cinéastes au détriment du cinéma d'auteur.

En 2006, 43 réalisateurs avaient signé une pétition contre Denise Robert. La productrice avait préféré investir l'argent de l'enveloppe de performance lui ayant été attribuée sur *Roméo & Juliette* (Yves Desgagnés), rejeté par les institutions, plutôt que sur *L'âge des ténèbres* (Denys Arcand). Pourtant, Téléfilm, ne pouvant fournir la totalité des 9 millions nécessaire, a dû fournir un fond spécial d'urgence pour la production du film d'Arcand.

Johanne Larue, chargée des projets à la SODEC pendant cinq ans, maintenant chef du contenu des émissions dramatiques et des longs-métrages chez Radio-Canada, s'explique mal comment des producteurs peuvent déposés de pareils projets. Selon elle, «il faut sensibiliser les producteurs à retourner vers des projets plus raisonnables. Aujourd'hui, on reçoit davantage des scénarios de grosses productions commerciales dont la moitié constitue la grosse comédie de l'année.»

Au sujet des enveloppes de performances, elle affirme que le système possède de bons comme de mauvais côtés. «C'est un monstre à deux têtes. D'un côté, c'est bien parce que ça nous libère un peu pour le [comité] sélectif mais, de l'autre, ça repousse les limites du financement disponible et les producteurs voient maintenant de plus en plus grand.» Se gardant de trop critiquer l'instance fédérale, elle ajoute que «le nerf de la guerre reste l'argent que le gouvernement fédéral rend disponible.»

Chez la SODEC, on élabore un système similaire aux enveloppes, récompensant les compagnies de productions méritantes. Toutefois, contrairement à Téléfilm, on souhaite que cet argent soit investi dans le but de valoriser le développement et l'écriture.

Ainsi, depuis une dizaine d'années, la SODEC et Téléfilm Canada prennent en considération le potentiel de popularité des productions cinématographiques qui leur sont soumises. On peut comprendre que ces instances essaient de rendre viable une industrie qui, bien qu'elle soit fondée sur un marché relativement petit, a démontré au cours de ces années un potentiel bien réel.

C'est lorsqu'apparaissent plusieurs projets dépassant les cinq millions de dollars que ça se corse. Sur les ondes de Télé-Québec, Patrick Roy, un des plus importants distributeurs québécois, rejoint les solutions avancées par madame Larue: «Moi, j'aimerais qu'au Québec on recommence à développer des films avec des budgets raisonnables.»

Devant cette nouvelle réalité, les solutions sont loin d'abonder. Malgré le fait que l'argent disponible n'est presque pas augmenté, les montants demandés par les producteurs sont de plus en plus importants. Le gouvernement québécois a la corde au cou quant à ses actifs culturels disponibles et le gouvernement fédéral hésite à investir davantage. Bien que l'industrie québécoise soit florissante, celle du reste du Canada se garde de faire des étincelles. L'année dernière, des dix films canadiens les plus rentables, huit étaient des productions québécoises.

Le cinéma québécois est donc peut-être arrivé à la croisée des chemins. Au sommet de sa forme, il n'a pas les ressources financières nécessaires pour déployer complètement ses ailes. Les institutions ne cesse de confronter le cinéma d'auteur aux productions commerciales et, pour continuer à avancer, sont contraint de faire confiance aux projets qui rapporteront le plus possible. Sans pouvoir affirmer que le succès d'un film sera toujours proportionnel à son budget, il faut penser aux 33 millions de dollars injectés dans *Nouvelle-France*. Reste que, devant l'impasse, deux bouts de ficelles ne seront pas toujours suffisants pour rendre justice à l'immense talent des cinéastes d'ici. ●

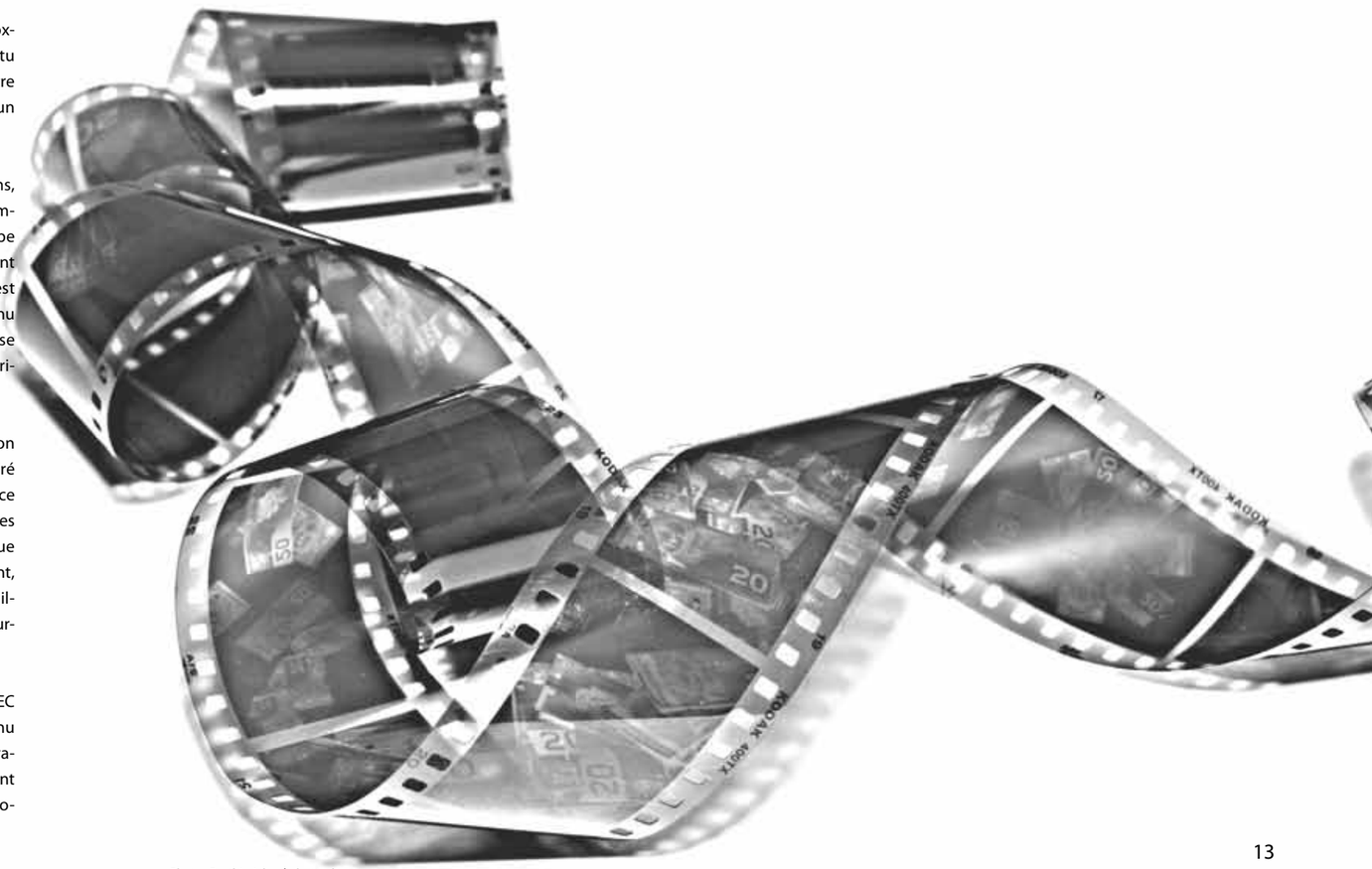


Photo: Cynthia Jabre | photo@lorgane.org

L'argent… ou le manque de. Des rues de la Nouvelle-Orléans aux usines chinoises, en passant par les mines du Sierra Leone, la quête du profit et du pouvoir fait des ravages partout sur la planète. Que ce soit le mur de Berlin ou les gang de rues jamaïcains, les raisons de se diviser sont innombrables. Pourquoi s'unir ? Pour l'art, pour l'humanité.

Panagiotaota Arhontou
chroniques@lorgane.org

Nina Simone : «Ain't got no (I got life)»

Ain't got no (I got life) nous présente une Nina Simone consciente de sa pauvreté mais également de sa force en tant qu'être humain. Elle commence par énumérer tout ce qui lui manque dans une liste suivant la cadence martelante de son piano. Elle chante, entre autres, son manque d'eau, de nourriture, d'un foyer, d'argent, d'éducation, d'amis, d'amour, etc. Toutes les pénuries de cette terre et de son peuple sont étalées à un rythme rapide mais poignant.

La liste continue de s'alourdir jusqu'au climax instrumental entrelacé avec sa question: «But what do I got» (mais qu'est-ce qu'il me reste?). La réponse est simple: elle même.

Après cette escalade de tension, elle nous propulse dans une direction différente: elle cesse de resasser ce qu'il lui manque et énumère les éléments qui constitue sa force, soit son corps.

Énumérant les parties de son anatomie, de la racine de ses cheveux à ses orteils, elle insiste surtout sur ses seins et son sexe. Mais il ne faut surtout pas y voir une ode à la prostitution. En fait, cette chanson est basée sur la passion pour la vie, pour cette connexion entre le plaisir spirituel et physique, une source de richesse et de force qui n'a pourtant rien à voir avec l'argent.

Le talent de cette musicienne formée à la prestigieuse Julliard School of Music de New York se reflète dans sa capacité de rythmer ses paroles à son instrument de façon entraînante. C'est du soul à son meilleur.

Louis Armstrong : *Mahogany Hall Stomp*

Louis, l'éternel romantique et héros du jazz, nous fait voyager dans une Amérique noire, pauvre, mais riche en culture et en courage.

Dans la chanson «(What did I do to be so) Black and Blue» on l'entend se lamenter sur sa pauvreté extrême, alors que même les rats on fuit sa maison et rit de lui. Cette chanson semble se faire le symbole de l'injustice humaine et d'un racisme violent sans issue. Le rythme de la chanson donne le sentiment de pas lourds et fatigués d'un homme abattu par la vie. La mélodie variante de la trompette qui s'y mêle semble lui donner la force de continuer à travers sa tristesse malgré sa question restée sans réponse: «what did I do?» (qu'est-ce que j'ai fait?).

L'amour n'a pas de prix ou de limite, c'est ce qu'Armstrong nous rappelle dans la pièce «I can't give you anything but love». Il chante que l'amour est 'the only thing I have plenty of' (la seule chose que j'ai). Cependant, quiconque ayant entendu sa voix ou sa trompette du tonnerre serait en parfait désaccord.

Vous n'avez pas besoin d'une critique sur Louis Armstrong pour comprendre son génie, à moins que vous ne dormiez sous une roche depuis votre naissance. Peut-être qu'un rappel sur comment en profiter est de mise: trouvez un vieux lecteur de disque ou rendez-vous chez vos grands-parents. Laissez de côté les ordinateurs et les écouteurs bas de gamme de votre iPod qui ne peuvent faire justice à la basse poignante des morceaux comme «St. James Infirmary» ou de «Tight Like This».

Gang War

Gang War est le fruit d'une collaboration de 11 artistes reggae, la plupart issus des rues de Kingston en Jamaïque. Cet album est comme une bonne bouteille de rhum: il prend de la qualité avec le temps, mais il faut faire attention de ne pas en prendre trop d'un coup.

Le même rythme est repris par chaque artiste avec des paroles différentes. À la première écoute, l'agencement semble répétitif. Au fur et à mesure que l'album progresse, on ressent ce même rythme se développer et s'unir aux messages de paix et de courage.

Dans le morceau «Too Much Gang War», Sizzla Kolonji demande aux gangsters: «why are you fighting when you should be loving and uniting?» (Pourquoi se battre quand vous devriez vous aimer et vous unir?), chantant que la violence de rue ne mène à rien et que les gens doivent cesser de se diviser et de se détruire. Wayne Marshall fait une apparition entraînante avec l'incontournable Elephant Man dans la chanson «Over Di Wall».

Mais c'est l'introduction de l'album, «One Loaf of Bread» (Something For You), qui émet un message poignant de courage aux plus démunis de la Terre «don't let the pressures of the system get upon your head, poor people, there is something for you» (Ne laissez pas le système vous abattre: à vous les pauvres, il y a quelque chose pour vous). Le rythme peut sembler agressant à certains moments, mais il ne fait que souligner la gravité de la situation des pauvres de la Jamaïque et de l'Amérique latine.

Good Bye Lenin! (Wolfang Becker)

''Merci de choisir Burger King!'' signale l'arrivée du capitalisme dans la ville d'Alex Kerner, un jeune Berlinois de l'est qui vit les changements suivant octobre 1989. Sa mère, ayant sombré dans un coma à la vue de son fils dans une émeute anti-gouvernementale, manque la tombée du mur de Berlin, l'ouverture vers l'ouest et les changements monétaires qui suivirent. Lors de son réveil huit mois plus tard, Alex se donne la mission de récréer la défunte ère socialiste pour lui sauver la vie.

Daniel Brühl, Katrin Sass et Chulpan Khamatova incarne des personnages complexes au centre d'un tumulte social. Avant 1989, ce qu'il manquait à la ville de Berlin de l'est c'était la liberté de circuler, de s'exprimer, ou de choisir des choses essentielles comme un appartement ou une voiture. Après la tombée du mur, une jeune fille a désormais le choix d'abandonner ses études pour travailler dans une chaîne de restauration-rapide américaine, un appartement peut se faire rénover pour ressembler à ceux de l'ouest, et Coca-Cola décore maintenant les places publiques au lieu des emblèmes politiques. Avec des images auxquelles s'ajoute une narration ironique, les nouveaux produits du capitalisme semblent rapidement superflus et pathétiques. C'est un élément motivant pour le jeune Alex, qui arpente tous les magasins, bazars, et poubelles de la ville afin de retrouver les produits abandonnés du système socialiste. Ce qu'il y trouve, entre de vieux journaux et sacs de cafés, ce sont des personnes âgées abandonnées par la perte d'un système économique et politique auquel ils ont dédié leur vie.

Le Diamant De Sang (Edward Zwick)

Lorsque la guerre éclate au Sierra Leone en 1999, deux hommes partent à la chasse aux diamants. L'un cherche à fuir une Afrique ravagée par la guerre, et l'autre veut retrouver sa famille. Leur sort réside dans une petite pierre rose trouvée dans le fond d'un cours d'eau. Ce film illustre les majestueux paysages africains remplis de richesse et de ressources naturelles abondantes.

Mais il nous montre également l'autre côté de la médaille: nous voyons des forces rebelles qui ravagent des villages, transforment de pauvres jeunes en enfants-soldats, et forcent des millions de personnes à vivre en réfugiés. Il nous offre ainsi le vrai visage d'un capitalisme à l'état sauvage: un luxe inutile créé sur le dos d'esclaves.

Avec une équipe d'acteurs comme Leonardo Dicaprio, Jennifer Connelly et Djimon Hounsou, ce dernier étant jadis top modèle, il serait tentant de dénoncer ce film comme une autre pourriture hollywoodienne, mais ce serait faux. Ce film a eu un impact sur une population américaine, autrement aveugle à ce qui se passait autour d'elle. Depuis, les gens se questionnent de plus en plus sur la provenance de leurs bijoux et autres niaiseries. Blood Diamond a permis de rendre la cause des enfants-soldats mieux comprise, tout en évitant de traiter les noirs comme de simples victimes. Djimon Hounsou, qui reste silencieux et discret pour la majorité du film, explose à deux reprises avec une énergie inégalée par les autres personnages. La violence est partout présente, mais rapide et trop vite oubliée. Triste que ça prenne une faible histoire d'amour entre deux blancs pour nous émouvoir sur les conflits ravageant l'Afrique, mais si ça marche, tant mieux! Il faudrait que Hollywood continue de produire des films comme celui-ci... et de ne jamais arrêter.

La Tisseuse (Wang Quan An)

Une jeune femme chinoise atteinte du cancer cherche à profiter de sa vie durant les mois qu'il lui reste. Li Li, personnage incarné par l'énergique Yu Nan, tente de se suicider à plusieurs reprises avant de se résigner à sa condition. Elle organise un voyage à travers Pékin et revisite un amour du passé.

Le film ouvre avec une vue sur le système industriel chinois. On y voit des centaines de rangées de machineries lourdes fabriquant des vêtements devant être exportés en Occident. Les conditions des travailleurs feraient hérisser les poils de bras des Naomi Klein de se monde. Parler à un voisin, se couper, ou saigner du nez constitue une raison suffisante pour couper le salaire d'un employé, mais la dynamique Li Li ne se gêne pas de leur dire sa façon de penser. Lorsqu'elle se présente à l'hôpital pour passer des tests, les médecins chinois respectent la coutume asiatique de rendre les résultats négatifs au mari sans la présence de la femme. Lorsque Li Li entend le verdict par accident, Yu Nan interprète une femme qui sait garder un calme glacial devant une tempête d'émotions. Elle sait qu'il n'y a pas assez d'argent pour lui donner les traitements contre la leucémie qui ravage son corps.

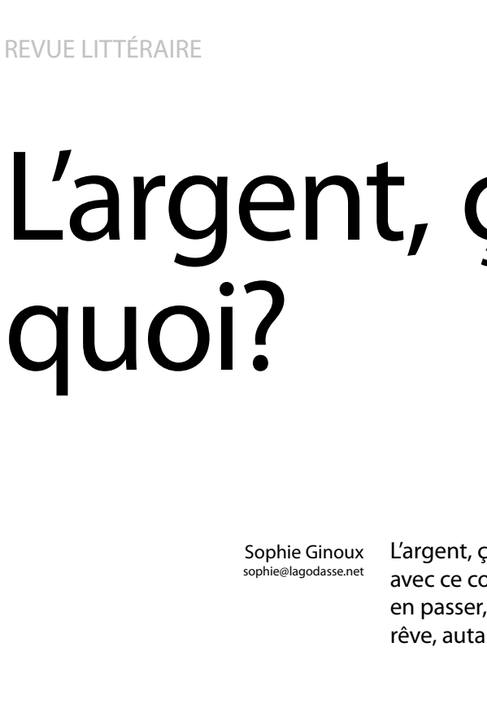
Après les crises de larmes, Li Li continue de chanter les vielles chansons de l'ère soviétique dans une chorale, danse pour se faire un peu d'argent et réalise ses rêves. Son mari, un homme faible pour lequel elle avait peu de respect jadis, la laisse faire à sa guise, met la maison à vendre et tente par tous les moyens d'apaiser les souffrances de la jeune femme. Leur relation évolue dans une direction surprenante, à l'image d'un film ayant une complexité dramatique bien développée. L'argent manque certainement aux personnages de ce film, mais l'amour et la passion pour la vie abonde.

Carte : Myriam Descormiers | myriam.descormiers@gmail.com

L'argent, ça vous dit quoi?

Sophie Ginoux
sophie@lagodasse.net

L'argent, ça vous fascine ou ça vous rebute ? Quel que soit notre rapport avec ce concept, force est en effet de constater que nous ne pouvons nous en passer, car tout semble passer par là. L'argent, le pouvoir, le succès, le rêve, autant de termes inter-reliés que nous traitons dans cette édition.



Derrière l'État Desmarais : POWER, de Robin Philpot
Éditions Les Intouchables, 2008
208 pages, 19,95 $

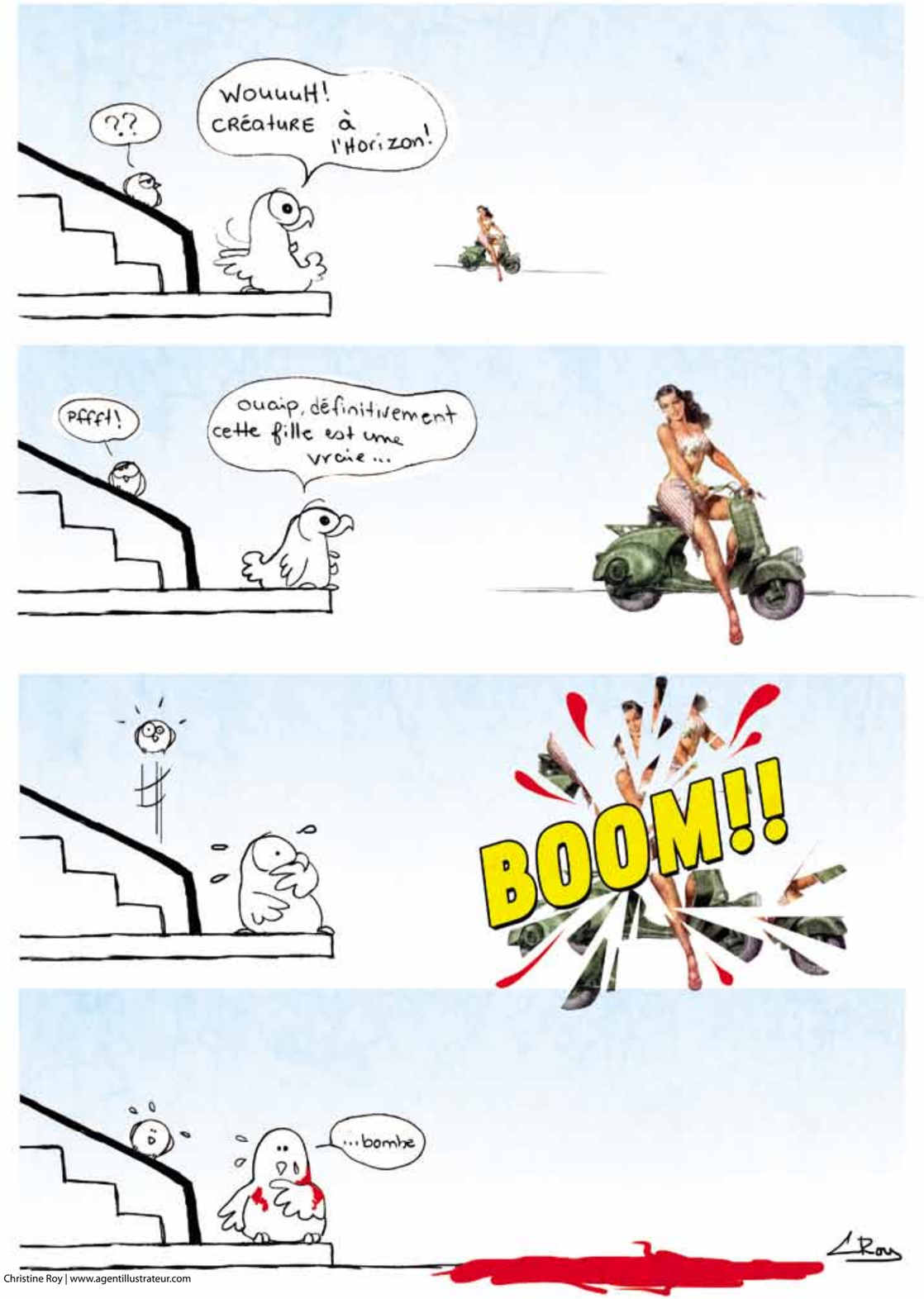
On ne parle en ce moment que de «la grosse gammique sale» du milieu de la construction au Québec. Et on en oublie que depuis très longtemps, de grandes sociétés privées font la pluie et le beau temps, non seulement dans leur secteur d'activités, mais aussi dans les sphères économiques et politiques de notre belle province. La famille Desmarais en est un bon exemple, puisque l'entreprise Power Corporation qu'elle possède est devenue avec le temps un véritable empire. Certes, on en entend moins parler que de la famille Hilton, mais c'est volontaire parce que ces mêmes Desmarais possèdent plus de 70% de la presse écrite québécoise. En fait, on sait très peu de choses sur cette dynastie qui a fait ses premiers deniers avec la vache à lait des assurances, s'est par la suite intéressée au secteur de l'électricité, puis a pris le monopole des médias et a aujourd'hui des tentacules au niveau international. L'argent appelle l'argent, dit le dicton, On pourrait également dire dans le cas des Desmarais qu'il appelle aussi le pouvoir, puisque Paul entretient depuis les années 1960 des rapports étroits avec nos dirigeants et ceux de l'étranger, s'étant notamment vu remettre, on n'a jamais réussi à savoir comment, l'insigne de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy en 2008. Collusion et omerta? C'est ce que pense Robin Philpot, qui a mené une enquête très approfondie sur cette famille bien spéciale.

Tout le monde vous dira NON, d'Hubert Mansion
Éditions Michel Brûlé, octobre 2009
364 pages, 24,95 $

Voici la deuxième édition d'un livre qui a été consacré comme la Bible du show-business en 2005. Eh oui, le show-business avec son strass, ses paillettes, ses bains au champagne et, bien sûr, l'argent coulant à flots. Combien sont celles et ceux qui ont rêvé ou rêvent encore de cette vie de star montée en épingle par des programmes télévisuels plus ou moins débilitants? Dans Tout le monde vous dira NON, Hubert Mansion, qui a cumulé plus de 25 ans d'expérience dans ce secteur d'activités à différents titres - de co-créateur du tube C'est l'amour dans les années 1980 à avocat spécialisé dans les droits d'auteurs et professeur à l'école du show-business - fait table rase de tous les clichés et réalise une vraie photographie de l'industrie musicale. Recettes, marketing, trucages, contrats, argent, enjeux; tout est traité avec profondeur, clarté et un humour décapant.

Sweet sixteen à l'eau saline, de Mélodie Nelson
Extrait de Moebius N. 122, édition Masturbatorium
Septembre 2009, 168 pages, 10$

«Quand je serai grande, je vais être chanteuse et mannequin six mois par année, le temps de me taper plein de mecs importants, des rockstars et des princes saoudiens, et de piquer des robes de Vivienne Westwood et de Roberto Cavalli Backstage.» Ainsi débute le texte très déconcertant de Mélodie Nelson, qui met dans cette nouvelle en vedette une jeune fille comme en pleuvent maintenant dans des séries comme Sex and the City et Gossip Girl. Accro aux marques, hypersexuée et superficielle, cette petite Lolita se fait offrir pour ses 16 ans par ses parents un regonflage de seins dans les règles de l'art. Nous la découvrons alors qu'elle va les exhiber à sa petite fête au cours de laquelle les termes «see, sex and sun» seraient plutôt remplacés par ceux de «drogue, sadisme et pornographie». Que retenir d'une telle lecture, si ce n'est un portrait peu reluisant d'une nouvelle génération dont les valeurs ne sont plus humaines, mais purement mercantiles. Un exemple flagrant de ce que l'argent peut entraîner de pire.



Christine Roy | www.agentillustrateur.com

L'heure de l'argent (2009)
Myriam Descormiers

#42 | Jeune équipe dynamique dotée d'un gros organe cherche H/F pour s'en occuper. Mise en page, illustration, journalisme, comptabilité, gestion, photo, web, communication... Toutes orientations acceptées. Doit-être propre, pas trop bien dans sa tête et d'apparence jeune. Pour relation intime, seul ou en groupe et dans un objectif de plaisir commun. Nouvelles expériences acceptées. Ouvert aux propositions et vices créatifs. Avec ou sans références.
514-848-2424 #7936 - redaction@lorgane.org.